

Pour une école égalitaire,

Agir et faire entendre sa voix avec SUD éducation

Des réformes très largement rejetées par la profession

L'augmentation de la part du contrôle continu dans le baccalauréat, fait exploser les inégalités entre établissements et élèves et remet en cause, une nouvelle fois, la liberté pédagogique des équipes, via le Projet Local d'Évaluation.

Par ailleurs, le ministère a accéléré la mise en place d'un statut de directeur·trice avec la loi Rilhac : cette mesure ne répond absolument pas aux besoins des équipes, au contraire.



2022-2023 : un budget de l'Éducation nationale insuffisant à tous les étages

Le budget annoncé pour la rentrée 2022 est largement en-deçà des enjeux auxquels est confronté le système éducatif, épuisé par cinq années de refus du gouvernement de donner au service public d'éducation les moyens de fonctionner correctement et de garantir l'égalité de traitement des élèves sur le territoire.

À tous les niveaux, les moyens manquent cruellement :

- pas assez de personnels médico-sociaux (un médecin pour 12000 élèves),
- pas assez de personnels AESH pour accompagner les élèves en situation de handicap,
- dans le second degré, le budget prévoit la suppression de 500 postes d'enseignants. Cela porte à 8 000 le nombre de postes supprimés dans le second degré dans un contexte de hausse démographique,
- dans le premier degré, il n'y a pas assez de moyens pour recréer les postes de RASED dont les écoles ont besoin,
- les augmentations de salaire sont insuffisantes et limitées à des mesures catégorielles.
- encore du mépris pour les AED : alors que les parlementaires avaient adopté un amendement visant à verser l'indemnité REP aux AED, le ministre a empêché la mesure d'aboutir et entend proposer aux AED, déjà à 41h à temps complet, de faire des heures supplémentaires pour améliorer leur rémunération: quelle honte !

AESH

Zoom sur l'école inclusive !

Les AESH se sont massivement mobilisés le 19 octobre dernier pour la reconnaissance de leur métier avec la création d'un vrai statut avec un vrai salaire et pour l'abandon de la politique de mutualisation des moyens dans les PIAL.

SUD éducation appelle les AESH ainsi que l'ensemble des personnels à poursuivre la mobilisation.

Sans les AESH, il n'y a pas d'école inclusive !

Nos revendications pour un plan d'urgence pour l'éducation

éducation
SUD
Union syndicale
Solidaires



- des recrutements massifs afin de diminuer les effectifs en classe,
- des recrutements de personnels médico-sociaux.
- un accent mis sur la formation continue des personnels,
- des moyens matériels permettant une mise à niveau du bâti scolaire pour faire face aux enjeux sanitaires et climatiques des années à venir,
- pour l'école inclusive : la création d'un vrai statut de la Fonction publique pour les AESH et l'abandon des PIAL,
- la titularisation des personnels précaires.

L'école face à la menace réactionnaire

L'action du ministre Blanquer flatte les néolibéraux qui voient dans le service public d'éducation un outil de la reproduction des inégalités sociales. Mais elle répond également aux exigences de l'extrême-droite identitaire et conservatrice qui s'oppose au progrès social. La récente campagne d'affichage dévoyant la laïcité en est un nouvel exemple. SUD éducation continue de s'opposer à cette vision réactionnaire de l'école et mène vigoureusement le combat pour la laïcité. Blanquer préfère répondre aux attentes de l'enseignement privé et confessionnel plutôt que de garantir l'accès à un service public d'éducation pour toutes les élèves qu'importe leur classe sociale, leurs origines, leur genre, leur orientation sexuelle ou leur religion... En effet, les discriminations ne sont pas suffisamment combattues au sein du service public d'éducation à tel point

qu'elles mettent en danger la scolarité et parfois la vie de certain-es élèves.

La banalisation dans le débat public des idées réactionnaires, racistes, xénophobes, intolérantes profitent aux partis d'extrême-droite. Or l'extrême-droite ne porte aucune proposition sociale : dans le champ de l'école, les partis d'extrême-droite ne disent rien des véritables difficultés d'un service public d'éducation mis à mal par des années de politiques libérales. Au contraire, l'extrême-droite porte le retour à une école de la ségrégation sociale à partir d'une vision fantasmée de l'école de la IIIe République qui scolarisait séparément les enfants des classes populaires et les enfants des classes supérieures, qui maintenait les inégalités entre hommes et femmes et qui défendait la colonisation.

Pour SUD éducation, l'extrême-droite reste l'ennemie du service public d'éducation. Face à son inquiétante progression :

- **bâtissons l'école de demain : une école de l'Égalité,**
- **renforçons le syndicalisme de transformation sociale en adhérant à SUD éducation.**